

Lafarge versait 20 000 euros par mois à l'Etat islamique, avec l'aval des autorités françaises

Article rédigé par *Liberté politique*, le 26 septembre 2017

[Source : Le Salon Beige]

Concernant l'enquête judiciaire en cours sur les agissements du groupe franco-suisse LafargeHolcim au sujet de sa cimenterie de Jalabiya, dans le nord de la Syrie, 9 responsables de l'entreprise ont été entendus par les enquêteurs, qui cherchaient à déterminer les liens qu'a pu entretenir le géant du ciment avec des groupes armés, dont l'organisation Etat islamique, pour continuer à faire fonctionner son usine en 2013 et 2014, en plein conflit syrien.

L'ancien directeur général adjoint opérationnel de Lafarge a reconnu que **le groupe s'est plié à une "économie de racket" menée par différentes milices armées dès la fin de l'été 2012 pour assurer le transit de ses marchandises dans le pays**. Un intermédiaire a même été employé *"pour négocier avec les groupes armés qui tiennent les checkpoints autour de l'usine"*, écrit *Le Monde*. Cet individu se voit remettre *"entre 80 000 et 100 000 dollars par mois"* pour monnayer des laissez-passer avec ces groupes. Selon les extraits de l'enquête, l'organisation Etat islamique, qui a pris le contrôle de la ville de Raqqa au milieu de l'année 2013, commence à réclamer de l'argent au cimentier à partir de l'automne.

Bruno Pescheux, PDG de la filiale syrienne de l'entreprise jusqu'en juin 2014, affirme aux enquêteurs avoir vu le nom de Daesh sur des documents internes à l'entreprise. A la question *"Avez-vous une idée du montant prévu pour Daesh ?"*, il répond : *"De l'ordre de 20 000 dollars par mois."*

Le Monde révèle par ailleurs que

"la décision du leader mondial des matériaux de construction de rester en Syrie a reçu l'aval des autorités françaises, avec lesquelles le groupe était en relation régulière entre 2011 et 2014".

Les responsables de Lafarge affirment ainsi à plusieurs reprises avoir consulté le ministère des Affaires étrangères ainsi que le gouvernement au sujet du maintien de leur activité dans le pays.